

Questions orales

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Nous nous sommes déjà engagés envers la Chambre à maintenir le taux de croissance des dépenses budgétaires à un niveau inférieur au taux de croissance de l'économie.

M. Stevens: C'est se moquer du monde!

M. Andras: Voilà le principe que nous entendons appliquer pour l'année financière 1979-1980, comme nous l'avons fait pour les années 1978-1979, 1977-1978 et 1976-1977.

LES MESURES SUSCEPTIBLES DE RELANCER L'ÉCONOMIE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le 11 mai dernier, pour quelque raison mystérieuse, le premier ministre a soudainement découvert que nous avions des problèmes économiques. Lorsqu'il a annoncé ce jour-là que les élections n'auraient pas lieu, il a donné à la Chambre l'assurance que le gouvernement présenterait bientôt des mesures pour remédier à la grave situation économique. Il a ajouté que c'était à cela que le Parlement devait s'employer.

● (1422)

Puisque tout ce que nous avons obtenu jusqu'ici du gouvernement est la motion qui figure dans le *Feuilleton* d'hier pour annoncer que la Chambre allait s'ajourner pendant cent jours, sans doute cent jours d'indécision, que le Canada compte maintenant plus d'un million de chômeurs, que l'inflation atteint 9 p. 100, et que le produit national brut n'est que de 2.8 p. 100, quand pouvons nous compter que le gouvernement présentera les nouvelles mesures économiques annoncées par le premier ministre?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Si le député se tenait au courant, monsieur l'Orateur, il saurait que nous avons adopté un bill découlant du budget, que nous avons adopté récemment un ensemble de mesures à l'intention de la petite entreprise, que nous avons annoncé une nouvelle politique pour l'industrie du textile au Canada et que nous avons mis en œuvre un certain nombre de programmes propres à favoriser la création d'emplois. A mon avis, le député ne sait pas ce qui se passe. La Chambre a été très occupée depuis un mois et demi, et tout le monde reconnaît que nous devons prendre des vacances à la fin de la semaine.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai bien pensé que le ministre des Finances répondrait cela. Le 11 mai dernier, le premier ministre a parlé précisément de mesures autres que les mesures budgétaires. Quant aux mesures concernant l'industrie du textile, dont a parlé le ministre, elles ont été annoncées avant le 11 mai. Essayez-vous de nous faire croire que le bill relatif aux petites entreprises qu'il a présenté va produire des emplois pour tous nos chômeurs, qui sont au nombre d'un million? Le ministre doit rencontrer ses homologues provinciaux la semaine prochaine à Winnipeg. Va-t-il présenter à cette réunion des propositions précises destinées à améliorer l'état déplorable de l'économie canadienne et demander la collaboration des provinces?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons annoncé de nombreux programmes. La semaine prochaine, j'examinerai la

[M. Alexander.]

situation avec mes homologues provinciaux, ce qui est toujours très utile. Je n'ai pas l'intention d'instaurer de nouveaux programmes pour le moment. Bien sûr, il est vrai que nous avons certains problèmes économiques. Toutefois, il a été dit la semaine dernière à la réunion des ministres de l'OCDE qui s'est tenue à Paris que toutes les autres économies, à l'exception de celle du Japon, faisaient moins bonne figure que l'économie canadienne. Bien sûr, nous visons toujours à une croissance optimale, mais il faut se rappeler que le Canada se débrouille mieux que la plupart des pays du monde.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, le ministre a parlé de la réunion de l'OCDE qui s'est tenue la semaine dernière. Lui, surtout, devrait savoir que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est employé, à cette réunion, à inciter les autres pays à adopter des mesures expansionnistes, en disant que les pays industrialisés devaient faire davantage pour créer des emplois.

Le gouvernement va-t-il appliquer au pays ce qu'il prêche à l'étranger? Plus précisément, envisagera-t-il d'adopter au Canada les programmes directs de création d'emplois qui se sont révélés si efficaces aux États-Unis, qui ont consacré deux fois plus que le gouvernement canadien à ces programmes étant donné qu'il est beaucoup plus logique de faire travailler les sans emploi que de distribuer des aumônes.

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, à la réunion de l'OCDE, on a loué l'économie canadienne pour avoir été plus stimulante que celle de la plupart des pays occidentaux.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Comme toujours, l'opposition n'admet pas la réalité. Il y a à peine quelques minutes l'autre parti de l'opposition m'a blâmé parce que nos programmes, à cause des stimulants qu'ils prévoient, occasionnent de lourds déficits.

* * *

● (1427)

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

ON DEMANDE SI LE MINISTRE A DES OBSERVATIONS À FAIRE AU SUJET DE LA PRÉSUMÉE DÉCLARATION DU MINISTRE FRANÇAIS DES LOISIRS ET DES SPORTS SUR LA POLITIQUE DU QUÉBEC

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, en l'absence du très honorable premier ministre et du vice-premier ministre, je désire poser une question au ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales.

Monsieur le président dans un bulletin de nouvelles de ce matin, la Société Radio-Canada rapportait les propos du premier ministre du Québec ainsi que ceux du secrétaire général du parti républicain indépendant du président Giscard d'Estaing, à l'effet qu'il apportait de la part du président de la France un appui politique à la thèse souveraineté-association du gouvernement du Québec. L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre s'il a pris connaissance de ce bulletin de nouvelles du ministre français des loisirs et des sports, M. Jean-Pierre Soissons et, dans l'affirmative, s'il a des commentaires à faire à ce sujet?